

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 JANVIER 1920.

Projet de loi sur la rémunération des volontaires de carrière et des rengagés.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Jusqu'en 1902, sous le régime du tirage au sort, seul le service accompli en qualité de milicien ouvrait des titres à la rémunération en matière de milice ; les volontaires de carrière et, à fortiori, les rengagés, ne pouvaient prétendre à cette indemnité non plus que leur famille.

En 1902, voulant encourager le volontariat, placé à la base du recrutement de l'armée, le Parlement étendit le bénéfice de la rémunération aux volontaires de carrière et aux rengagés et en fixa le taux suivant le grade, accentuant ainsi le caractère de *rétribution du service* que l'indemnité avait reçue par la loi du 30 juin 1896.

Lorsqu'en 1913, à la suite de la généralisation du service militaire, le principe de la rémunération du service fut abandonné pour faire place au principe de la compensation du salaire perdu par les familles nécessiteuses, du fait de l'appel d'un de leurs membres sous les drapeaux, la loi du 21 mars 1902 fut néanmoins maintenue en vigueur pour le volontaire de carrière et le rengagé.

Certes, la nécessité de constituer des cadres solides pour l'armée impose aujourd'hui encore au Gouvernement l'obligation d'encourager le volontariat et les rengagements ; mais dans l'intérêt de la simplification administrative, cet encouragement doit, à l'instar de ce qui se fait dans d'autres pays, se manifester sous d'autres formes : primes de rengagement, complément de solde, etc.

Cette question, qui fera l'objet d'un examen attentif de la part de l'autorité militaire, sera résolue de telle sorte que le but poursuivi soit sûrement atteint.

Le présent projet tendant à abroger les lois sur la rémunération des volontaires et des rengagés respecte les droits acquis ; toutefois, afin de sup-

primer la comptabilité spéciale de rémunération dans l'armée, le Ministre de la Guerre peut, s'il le juge opportun, faire payer, sous une forme autre que celle prévue par la loi du 21 mars 1902, les indemnités attribuées personnellement aux volontaires de carrière et aux rengagés qui resteront temporairement régis par cette loi.

Le Gouvernement réalise donc en fait un des points de son programme, qui consiste à apporter au système administratif actuel toutes les modifications de nature à réduire le personnel et, partant, les charges du Trésor.

Ce projet s'inspire de celui qui fut déposé le 25 juin 1919 et a fait l'objet d'un rapport de M. Buyl au nom de la Section centrale, en date du 10 octobre suivant, mais a été considéré comme non venu par l'effet de la dissolution des Chambres le 22 octobre 1919 ; il a été quelque peu amendé pour régulariser des situations de fait.

Le Ministre de l'Intérieur,

J. RENKIN.

Le Ministre de la Guerre,

F. MASSON.

Le Ministre des Finances,

LÉON DELACROIX.

PROJET DE LOI

sur la rémunération des volontaires
de carrière et des rengagés.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres
de l'Intérieur, de la Guerre et des
Finances;

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit,
sera présenté, en Notre Nom, aux
Chambres législatives :

ARTICLE PREMIER.

Sont abrogées les dispositions des
lois des 5 avril 1875, 30 juin 1896 et
21 mars 1902, ainsi que l'Arrêté-Loi
du 20 mars 1917 qui règlent la rému-
nération des volontaires de carrière et
des rengagés, sauf les dispositions de
la loi du 21 mars 1902 relative aux
sommes déposées à la Caisse Générale
d'Épargne et de Retraite et acquises
aux intéressés.

Dispositions transitoires.

ART. 2.

Les volontaires de carrière et les
rengagés en service actif à la date de

WETSONTWERP

op de vergelding der beroepsvrijwilli-
gers en der weder dienstnemenden.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, Heil.*

Op voorstel van Onze Ministers van
Binnenlandsche Zaken, van Oorlog
en van Financiën,

**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BE-
SLUITEN :**

Het wetsontwerp, waarvan de in-
houd volgt, zal, in Onzen Naam, aan
de Welgevende Kamers voorgelegd
worden :

EERSTE ARTIKEL.

Worden ingetrokken de bepalingen
der wetten van 5 April 1875, 30 Juni
1896 en 21 Maart 1902, alsmede het
besluit-wet van 20 Maart 1917 welke
de vergelding regelen der beroepsvrij-
willigers en der weder dienstnemen-
den, behalve de bepalingen der wet
van 21 Maart 1902 betreffende de ter
Algemeene Spaar- en Lijfrentekas
neergelegde sommen en aan de be-
langhebbenden verworven.

Overgangsbepalingen.

ART. 2.

De beroepsvrijwilligers en de we-
der dienstnemenden in werkelijken

la promulgation de la présente loi, restent régis par la loi du 21 mars 1902 jusqu'à l'expiration de leur contrat en cours, ou jusqu'au 31 mars 1920, si ce contrat est expiré pendant la guerre et n'a pas été suivi d'un rengagement à la date préindiquée.

A défaut de rengagement, ils sont traités comme les miliciens de la classe à laquelle ils sont rattachés par leur âge.

Toutefois, la part à prélever éventuellement sur la rémunération du volontaire de carrière non rengagé, au profit de sa famille, est portée, avec effet rétroactif au 1^{er} août 1914, au taux de la rémunération allouée à la famille du milicien et le bénéfice de cette indemnité est étendu aux familles des volontaires âgés de moins de 18 ans.

ART. 3.

Le Ministre de la Guerre est autorisé à faire payer, sous une forme autre que celle prévue par la loi du 21 mars 1902, l'indemnité revenant personnellement aux volontaires de carrière et aux rengagés qui, en vertu de l'article 2 ci-dessus, resteront temporairement régis par la susdite loi.

Dispositions particulières.

ART. 4.

La rémunération prévue par l'article 2, troisième alinéa de la présente loi reste acquise, jusqu'au 31 décembre 1919 :

dienst op den dag der afkondiging van de tegenwoordige wet, blijven beheerd door de wet van 21 Maart 1902 tot na verloop van hun tegenwoordig contract of, liep dit contract ten einde gedurende den oorlog zonder dat er op voormelden datum een hernieuwde dienstneming op volgde, tot 31 Maart 1920.

Bij gebrek aan hernieuwde dienstneming worden zij behandeld gelijk de miliplichtigen der klassen waaraan zij, volgens hun ouderdom, toegevoegd zijn.

Nochtans wordt het aandeel, desvoorkomend ten voordeele zijner familie vooraf te lichten op de vergelding van den niet weder dienstnemenden beroepsvrijwilliger, gebracht, met terugwerkende kracht op 1 Augustus 1914, op het bedrag der vergelding toegekend aan de familie van den miliplichtige en het genot dezer vergelding wordt uitgestrekt tot de familiën van de vrijwilligers beneden 18 jaar.

ART. 3.

De Minister van Oorlog is ertoe gemachtigd eene andere betaalwijze dan deze voorzien bij de wet van 21 Maart 1902 te doen toepassen voor de vergoeding die persoonlijk toekomt aan de beroepsvrijwilligers en aan de weder dienstnemenden die, krachtens artikel 2, tijdelijk zullen beheerd blijven door hoogergenoemde wet.

Bijzondere bepalingen.

ART. 4.

De vergelding, voorzien bij artikel 2, 5^{de} lid, dezer wet, blijft tot 31 December 1919 verworven :

a) aux familles des volontaires de carrière non rengagés décédés ou disparus avant la démobilisation de la classe à laquelle ils étaient rattachés;

b) aux familles de militaires de même catégorie, pensionnés, réformés ou proposés pour la réforme.

ART. 5.

L'indemnité revenant personnellement aux volontaires de carrière et aux rengagés décédés ou disparus au cours de la campagne, qu'il s'agisse de la part à payer en mains ou des sommes à verser à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, reste acquise jusqu'au 30 septembre 1919 aux ayants-droit déterminés par l'arrêté royal du 12 septembre 1902, numéro 14, 286³.

ART. 6.

Le temps passé en congé sans solde, avec indemnité journalière de fr. 2.50 par les volontaires de carrière et les rengagés proposés pour la réforme, ouvre des droits à la rémunération au même titre que le service actif.

ART. 7.

Les allocations dont ont bénéficié les familles de volontaires de carrière non rengagés, pendant l'occupation allemande, à l'intervention du Comité National de Secours et d'Alimentation, sous la dénomination « Secours soutien » ou « Secours B », viennent en défalcation de la rémunération due aux dites familles.

a) aan de familiën der niet terug in dienst getreden beroepsvrijwilligers die gestorven of vermist zijn vóór de demobilisatie der klasse waaraan zij toegevoegd waren;

b) aan de familiën van dezelfde reeks militairen, die gepensionneerd, gereformeerd of voor de reform voorgesteld zijn.

ART. 5.

De vergoeding, welke de beroepsvrijwilligers en den in den loop van den veldtocht overleden of vermiste weder dienstdienenden persoonlijk toekomt, het gelde het ter hand te betalen aandeel of de ter Algemeene Spaar- en Lijfrentekas te storten sommen, blijft tot 30 September 1919 verworven aan de rechthebbenden, bepaald bij koninklijk besluit van 12 September 1902, N° 14, 286³.

ART. 6.

De tijd, door de beroepsvrijwilligers en de voor de reform voorgestelde weder dienstdienenden doorgebracht met verlof zonder soldij tegen dagelijksche vergoeding van fr. 2.50, opent recht op de vergelding, evengoed als de werkelijke dienst.

ART. 7.

De tegemoetkomingen, welke de familiën van niet opnieuw in dienst getreden beroepsvrijwilligers tijdens de Duitsche bezetting door tussenkomst van het Nationaal Steun- en Voedingsecomiteit onder benaming « Kostwinners-onderstand » of « Onderstand B » genoten hebben, worden afgetrokken van de aan voornoemde familiën verschuldigde vergeldingen.

De même, les indemnités liquidées au profit des familles des militaires rengagés qui ont usé de la faculté prévue par l'article 4 de l'arrêté-loi du 20 mars 1917, viennent en défalcation de la rémunération due personnellement à ces militaires en vertu de la loi du 21 mars 1902.

ART. 8.

Sauf en cas de fraude le Ministre de l'Intérieur est autorisé à faire remise des sommes payées indûment ou en excès aux familles des volontaires de carrière et des rengagés, que ceux-ci aient ou non usé de la faculté prévue à l'article 4 de l'arrêté-loi du 20 mars 1917.

ART. 9.

Tous les volontaires de carrière et les rengagés déchus des droits aux sommes déposées en leur nom à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite pour les services accomplis antérieurement à leur désertion et qui ont participé à la campagne 1914-1918, sont relevés de cette déchéance.

L'indemnité prévue par la loi du 21 mars 1902 leur est également acquise pour la durée des services effectifs accomplis postérieurement à leur rentrée de désertion.

ART. 10.

Les sommes dues à titre d'arriérés de rémunération et non réclamées

Zoo ook de vergoedingen, uitbetaald ten bate van familiën van de opnieuw in dienst getreden militairen, die gebruik gemaakt hebben van het recht voorzien bij art. 4 van het besluit-wet van 20 Maart 1917, worden afgetrokken van de vergelding, welke persoonlijk aan deze militairen, krachtens de wet van 21 Maart 1902, verschuldigd is.

ART. 8.

Behalve in geval van bedrog is de Minister van Binnenlandse Zaken gemachtigd om de ten onrechte of te veel betaalde sommen kwijt te schelden aan de familiën der beroepsvrijwilligers en der weder dienstmennenden, of zij van het bij artikel 4 van het besluit-wet van 20 Maart 1917 voorzien recht gebruik gemaakt hebben of niet.

ART. 9.

Al de beroepsvrijwilligers en de weder dienstmennenden, die hunne rechten op de in hunnen naam ter Algemeene Spaar- en Lijfrentekas neergelegde sommen voor de diensten vóór hunne desertie afgelegd verbeurd hebben, en die deelgenomen hebben aan den veldtocht 1914-1918, worden van deze verbeurte opgeheven.

De bij de wet van 21 Maart 1902 voorziene vergoeding is hun eveneens verworven voor den duur der werkelijke diensten, welke zij na hunne terugkomst van desertie afgelegd hebben.

ART. 10.

De als vergeldingsachterstand verschuldigde sommen, welke niet opge-

avant le 31 décembre 1920, demeurent acquises au Trésor.

Donné à Bruxelles, le 14 janvier 1920.

vorderd worden vóór 31 December 1920, blijven eigendom der Schatkist.

Gegeven te Brussel, den 14^{en} Januari 1920.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de l'Intérieur,

Van 's Konings wege :
De Minister van Binnenlandsche Zaken,

J. RENKIN.

Le Ministre de la Guerre,

De Minister van Oorlog,

F. MASSON.

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.



(8)

(1)
(N^o 44)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 JANUARI 1920.

Wetsontwerp

op de vergelding der beroepsvrijwilligers en der weder
dienstnemenden.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Tot in 1902, onder het stelsel der loting, gaf alleen de dienst volbracht als milicien, recht op de vergelding in zake militie; de beroepsvrijwilligers en des te meer de weder dienstnemenden mochten, zoomin als hunne familie, aanspraak maken op de vergelding.

Met het inzicht het tot grondslag der legerwervingdienende vrijwilligerschap aan te moedigen, bracht het Parlement in 1902, het genot der vergelding over op de beroepsvrijwilligers en de weder dienstnemenden en bepaalde er het bedrag van volgens den graad en deed alzoo de beteekenis *dienstvergelding*, welke de vergoeding verkreeg door de wet van 30 Juni 1896, meer uitkomen.

Wanneer, ten gevolge der veralgemeening van den militairen dienst in 1913, van het beginsel der dienstvergelding werd afgezien om het te vervangen door het beginsel der schadeloosstelling wegens het loonverlies geleden door behoeftige families uit hoofde van het onder de vaandels roepen van een harer leden, werd niettemin de wet van 21 Maart 1902 invoege gehouden voordien beroepsvrijwilliger en den weder dienstnemende.

Stellig dringt de noodzakelijkheid om sterke kaders voor het leger te vormen nog heden aan de Regeering de verplichting op het vrijwilligerschap en de weder dienstnemingen aan te moedigen, maar in het belang der bestuurlijke vereenvoudiging, dient deze aanmoediging, naar 't voorbeeld van andere landen, zich onder andere vormen te uiten; premie voor weder dienstneming, aanvullende soldij, enz.

Dit vraagstuk, hetwelk het voorwerp zal uitmaken van een aandachtig onderzoek vanwege de militaire overheid, zal zoo worden opgelost dat het nagestreefde doel zeker bereikt wordt.

Het tegenwoordig ontwerp strekkende tot het afschaffen der wetten op de vergelding der vrijwilligers en weder dienstmennenden, laat de verworven rechten onaangeroerd; om den bijzonderen rekendienst op de vergelding in het leger af te schaffen mag nochtans de Minister van Oorlog, indien hij 't geschikt oordeelt, een andere betaalwijze dan die voorzien bij de wet van 21 Maart 1902, doen toepassen voor de vergoedingen persoonlijk toegekend aan de beroepsvrijwilligers en aan de weder dienstmennenden die tijdelijk zullen beheerd blijven door deze wet.

De Regeering verwezenlijkt alzoo feitelijk een der punten van haar programma, dat bestaat in het toebrengen aan het huidig bestuurlijk stelsel van al de wijzigingen van aard om het personeel te beperken en bijgevolg de lasten der Schatkist te verminderen.

Dit ontwerp gaat uit van dat neergelegd op 25 Juni 1919 en waarover de heer Buyl in naam der Middenafdeeling op 10 October daarna verslag uitbracht maar tengevolge van de ontbinding der Kamers op 22 October 1919, als niet bestaande aanschouwd werd; het is ietwat gewijzigd om feitelijke toestanden te regelen.

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

J. RENKIN.

De Minister van Oorlog,

F. MASSON.

De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.



PROJET DE LOI

sur la rémunération des volontaires
de carrière et des rengagés.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres
de l'Intérieur, de la Guerre et des
Finances;

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit,
sera présenté, en Notre Nom, aux
Chambres législatives :

ARTICLE PREMIER.

Sont abrogées les dispositions des
lois des 5 avril 1875, 30 juin 1896 et
21 mars 1902, ainsi que l'Arrêté-Loi
du 20 mars 1917 qui règlent la rémunération
des volontaires de carrière et
des rengagés, sauf les dispositions de
la loi du 21 mars 1902 relative aux
sommes déposées à la Caisse Générale
d'Épargne et de Retraite et acquises
aux intéressés.

Dispositions transitoires.**ART. 2.**

Les volontaires de carrière et les
rengagés en service actif à la date de

WETSONTWERP

op de vergelding der beroepsvrijwilli-
gers en der weder dienstmennenden.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toekom-
menden, Heil.*

Op voorstel van Onze Ministers van
Binnenlandsche Zaken, van Oorlog
en van Financiën,

**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BE-
SLUITEN :**

Het wetsontwerp, waarvan de in-
houd volgt, zal, in Onzen Naam, aan
de Wetgevende Kamers voorgelegd
worden :

EERSTE ARTIKEL.

Worden ingetrokken de bepalingen
der wetten van 5 April 1875, 30 Juni
1896 en 21 Maart 1902, alsmede het
besluit-wet van 20 Maart 1917 welke
de vergelding regelen der beroepsvrij-
willigers en der weder dienstmennenden,
behalve de bepalingen der wet
van 21 Maart 1902 betreffende de ter
Algemeene Spaar- en Lijfrentekas
neergelegde sommen en aan de be-
langhebbenden verworven.

Overgangsbepalingen.**ART. 2.**

De beroepsvrijwilligers en de we-
der dienstmennenden in werkelijken

la promulgation de la présente loi, restent régis par la loi du 21 mars 1902 jusqu'à l'expiration de leur contrat en cours, ou jusqu'au 31 mars 1920, si ce contrat est expiré pendant la guerre et n'a pas été suivi d'un rengagement à la date préindiquée.

A défaut de rengagement, ils sont traités comme les miliciens de la classe à laquelle ils sont rattachés par leur âge.

Toutefois, la part à prélever éventuellement sur la rémunération du volontaire de carrière non rengagé, au profit de sa famille, est portée, avec effet rétroactif au 1^{er} août 1914, au taux de la rémunération allouée à la famille du milicien et le bénéfice de cette indemnité est étendu aux familles des volontaires âgés de moins de 18 ans.

ART. 3.

Le Ministre de la Guerre est autorisé à faire payer, sous une forme autre que celle prévue par la loi du 21 mars 1902, l'indemnité revenant personnellement aux volontaires de carrière et aux rengagés qui, en vertu de l'article 2 ci-dessus, resteront temporairement régis par la susdite loi.

Dispositions particulières.

ART. 4.

La rémunération prévue par l'article 2, troisième alinéa de la présente loi reste acquise, jusqu'au 31 décembre 1919 :

dienst op den dag der afkondiging van de tegenwoordigé wet, blijven beheerd door de wet van 21 Maart 1902 tot na verloop van hun tegenwoordig contract of, liep dit contract ten einde gedurende den oorlog zonder dat er op voormelden datum een hernieuwde dienstneming op volgde, tot 31 Maart 1920.

Bij gebrek aan hernieuwde dienstneming worden zij behandeld gelijk de miliplichtigen der klassen waaraan zij, volgens hun ouderdom, toegevoegd zijn.

Nochtans wordt het aandeel, desvoorkomend ten voordeele zijner familie vooraf te lichten op de vergelding van den niet weder dienstnemenden beroepsvrijwilliger, gebracht, met terugwerkende kracht op 1 Augustus 1914, op het bedrag der vergelding toegekend aan de familie van den miliplichtige en het genot dezer vergelding wordt uitgestrekt tot de familiën van de vrijwilligers beneden 18 jaar.

ART. 3.

De Minister van Oorlog is ertoe gemachtigd eene andere betaalwijze dan deze voorzien bij de wet van 21 Maart 1902 te doen toepassen voor de vergoeding die persoonlijk toekomt aan de beroepsvrijwilligers en aan de weder dienstnemenden die, krachtens artikel 2, tijdelijk zullen beheerd blijven door hoogergenoemde wet.

Bijzondere bepalingen.

ART. 4.

De vergelding, voorzien bij artikel 2, 5^{de} lid, dezer wet, blijft tot 31 December 1919 verworven :

a) aux familles des volontaires de carrière non rengagés décédés ou disparus avant la démobilisation de la classe à laquelle ils étaient rattachés;

b) aux familles de militaires de même catégorie, pensionnés, réformés ou proposés pour la réforme.

ART. 5.

L'indemnité revenant personnellement aux volontaires de carrière et aux rengagés décédés ou disparus au cours de la campagne, qu'il s'agisse de la part à payer en mains ou des sommes à verser à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, reste acquise jusqu'au 30 septembre 1919 aux ayants-droit déterminés par l'arrêté royal du 12 septembre 1902, numéro 14,286³.

ART. 6.

Le temps passé en congé sans solde, avec indemnité journalière de fr. 2.50 par les volontaires de carrière et les rengagés proposés pour la réforme, ouvre des droits à la rémunération au même titre que le service actif.

ART. 7.

Les allocations dont ont bénéficié les familles de volontaires de carrière non rengagés, pendant l'occupation allemande, à l'intervention du Comité National de Secours et d'Alimentation, sous la dénomination « Secours soutien » ou « Secours B », viennent en déduction de la rémunération due aux dites familles.

a) aan de familiën der niet terug in dienst getreden beroepsvrijwilligers die gestorven of vermist zijn vóór de demobilisatie der klasse waaraan zij toegevoegd waren;

b) aan de familiën van dezelfde reeks militairen, die gepensionneerd, gereformeerd of voor de reform voorgesteld zijn.

ART. 5.

De vergoeding, welke de beroepsvrijwilligers en den in den loop van den veldtocht overleden of vermiste weder dienstnemenden persoonlijk toekomt, het gelde het ter hand te betalen aandeel of de ter Algemeene Spaar- en Lijfrentekas te storten sommen, blijft tot 30 September 1919 verworven aan de rechthebbenden bepaald bij koninklijk besluit van 12 September 1902, N° 14, 286³.

ART. 6.

De tijd, door de beroepsvrijwilligers en de voor de reform voorgestelde weder dienstnemenden doorgebracht met verlof zonder soldij tegen dagelijkse vergoeding van fr. 2.50, opent recht op de vergelding evengoed als de werkelijke dienst.

ART. 7.

De tegemoetkomingen, welke de familiën van niet opnieuw in dienst getreden beroepsvrijwilligers tijdens de Duitsche bezetting door toekomst van het Nationaal Steun- en Voedingcomitéit onder benaming « Kostwinners-onderstand » of « Onderstand B » genoten hebben, worden afgetrokken van de aan voornoemde familiën verschuldigde vergeldingen.

De même, les indemnités liquidées au profit des familles des militaires rengagés qui ont usé de la faculté prévue par l'article 4 de l'arrêté-loi du 20 mars 1917, viennent en défalcation de la rémunération due personnellement à ces militaires en vertu de la loi du 21 mars 1902.

ART. 8.

Sauf en cas de fraude le Ministre de l'Intérieur est autorisé à faire remise des sommes payées indûment ou en excès aux familles des volontaires de carrière et des rengagés, que ceux-ci aient ou non usé de la faculté prévue à l'article 4 de l'arrêté-loi du 20 mars 1917.

ART. 9.

Tous les volontaires de carrière et les rengagés déchus des droits aux sommes déposées en leur nom à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite pour les services accomplis antérieurement à leur désertion et qui ont participé à la campagne 1914-1918, sont relevés de cette déchéance.

L'indemnité prévue par la loi du 21 mars 1902 leur est également acquise pour la durée des services effectifs accomplis postérieurement à leur rentrée de désertion.

ART. 10.

Les sommes dues à titre d'arriérés de rémunération et non réclamées

Zoo ook de vergoedingen, uitbetaald ten bate van familiën van de opnieuw in dienst getreden militairen, die gebruik gemaakt hebben van het recht voorzien bij art. 4 van het besluit-wet van 20 Maart 1917, worden afgetrokken van de vergelding, welke persoonlijk aan deze militairen, krachtens de wet van 21 Maart 1902, verschuldigd is.

ART. 8.

Behalve in geval van bedrog is de Minister van Binnenlandsehe Zaken gemachtigd om de ten onrechte of te veel betaalde sommen kwijt te schelden aan de familiën der beroepsvrijwilligers en der weder dienstnemenden, of zij van het bij artikel 4 van het besluit-wet van 20 Maart 1917 voorzien recht gebruik gemaakt hebben of niet.

ART. 9.

Al de beroepsvrijwilligers en de weder dienstnemenden, die hunne rechten op de in hunnen naam ter Algemeene Spaar- en Lijfrentekas neergelegde sommen voor de diensten vóór hunne desertie afgelegd verbeurd hebben, en die deelgenomen hebben aan den veldtocht 1914-1918, worden van deze verbeurte opgeheven.

De bij de wet van 21 Maart 1902 voorziene vergoeding is hun eveneens verworven voor den duur der werkelijke diensten, welke zij na hunne terugkomst van desertie afgelegd hebben.

ART. 10.

De als vergeldingsachterstand verschuldigde sommen, welke niet opge-

avant le 31 décembre 1920, demeurent acquises au Trésor.

Donné à Bruxelles, le 14 janvier 1920.

vorderd worden vóór 31 December 1920, blijven eigendom der Schatkist.

Gegeven te Brussel, den 14^{en} Januari 1920.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de l'Intérieur,

Van 's Konings wege :
De Minister van Binnenlandsche Zaken,

J. RENKIN.

Le Ministre de la Guerre,

De Minister van Oorlog,

F. MASSON.

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

